

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



ISSN: 2521-2125

RIGES

**Numéro 2
Juin 2017**



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel Kanga**, à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT Asseypo Antoine**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO N'Guessan Jérôme**, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ Koffi Ayéchoro**, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO Michel**, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH Kouassi Paul**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO Kokou Henri**, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP Amadou**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW Amadou Abdoul**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP Oumar**, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU Anselme**, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY Assa Théophile**, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU Kudzo**, Maître de Conférences, UL (Togo)

EDITORIAL

Créée pour participer au développement de la région au Nord du "V baoulé", l'Université de Bouaké aujourd'hui dénommée Université Alassane OUATTARA a profondément été marquée par la longue crise militaro-politique qu'a connu notre pays et dont les effets restent encore gravés dans la mémoire collective.

Les enseignants-chercheurs du Département de Géographie, à l'instar de leurs collègues des autres Départements et Facultés de l'Université Alassane OUATTARA, n'ont pas été épargnés par cette crise. Nombreux ont été sérieusement meurtris et leur capacité à surmonter les difficultés a consisté à se réfugier dans leurs productions scientifiques.

Après avoir fonctionné en tronc commun Histoire et Géographie pendant plus de 10 ans, le département de Géographie a acquis le désapparement en 2010. Les défis pour ce tout jeune département étaient énormes. Il s'agissait, entre autres, de dynamiser les activités de formation et de recherche et d'assurer un environnement propice à la promotion des collègues aux différents grades du CAMES. Pour y parvenir, il était nécessaire de mettre en place un support de diffusion des résultats des recherches menées dans le département. Celles-ci s'articulent globalement autour des problématiques de mobilité durant les longues années de crise, des recompositions spatiales dues à ces mouvements, des reconversions agricoles, des problèmes d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'alimentation, des problèmes environnementaux et ceux liés au réchauffement climatique et leurs conséquences planétaires, etc.

Dénommée Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes, ce support scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés dans notre discipline et les sciences connexes. La revue accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

COMITE DE LECTURE

- **KOFFI Brou Emile**, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- **ASSI-KAUDJHIS Joseph P.**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- **BECHI Grah Félix**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- **MOUSSA Diakité**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- **VEI Kpan Noël**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)

Sommaire

**LES INONDATIONS ET LEURS REPERCUSSIONS SOCIO-ECONOMIQUES
ET SANITAIRES DANS LA BASSE VALLEE DE ZIO AU SUD DU TOGO6**

Koudzo SOKEMAWU

**PROLIFERATION DES CYBER-CAFE A BOUAKE : UNE ANALYSE DE
L'INTEGRATION DES POPULATIONS A LA SOCIETE DE L'INFORMATION19**

LOUKOU Alain François, ADOU Bosson Camille

**ETUDE DES POTENTIALITES AQUACOLES DE LA REGION MARITIME AU
TOGO33**

Koku-Azonko FIAGAN

**LES CONTRAINTES SPATIO-ECONOMIQUES LIEES A LA GESTION DES
ORDURES MENAGERES A BONGOUANOU50**

**KONAN Kouadio Philbert, AYEMOU Anvo Pierre, ASSI-KAUDJHIS Narcisse
Bonaventure**

**ELECTRIFICATION DE LOME ET SES PERIPHERIES: DISPARITES ET
ADAPTATION DES POPULATION62**

Kodjo Gnimavor FAGBEDJI, Follygan HETCHELI, Iléri DANDONUGBO

**STRUCTURATION DE L'ESPACE LIEE A LA PRODUCTION DE L'ATTIEKE
DANS LA COMMUNE DE COCODY (DISTRICT D'ABIDJAN)77**

**KONAN Aya Suzanne, YEBOUE Konan T. S. U., KOUASSI Konan, ASSI-KAUDJHIS
Joseph P.**

DIAGNOSTIC DU TOURISME DANS LE DEPARTEMENT DE KORHOGO93

N'GORAN Kouamé Fulgence, ALOKO N'Guessan Jerome

**FIEVRE DE L'OR ET LE DEVENIR DES ACTIVITES RURALES DANS LE
DEPARTEMENT DE TENGRELA (NORD DE LA COTE D'IVOIRE)108**

KONE Basoma

**LE BOIS DE TECK DANS LA SOUS-PREFECTURE DE BROBO (CENTRE DE
LA COTE D'IVOIRE)125**

KOFFI Yao Jean Julius

**LES FACTEURS DE LA GESTION DEFECTUEUSE DES EAUX USEES DANS
LA VILLE DE BOUAKE.....143**

SORO Goyo Mamou, VEI Kpan Noel

DÉVELOPPEMENT DES AGRO-SYSTÈMES INTÉGRÉS À LA PISCICULTURE DANS LA RÉGION DU HAUT SASSANDRA (CÔTE D'IVOIRE)	158
--	------------

KOUADIO N'guessan Olivier

CULTURE DE CONTRE-SAISON DANS LA COMMUNE D'ADJOHOUN AU BÉNIN: ENTRE ATOUTS ET CONTRAINTES	172
--	------------

Gervais AsaiAkinni ATCHADE, Expédit Wilfrid VISSIN, Pascal GBENOU, Biaou Ibidun
Hervé CHABI, S. Romaric F. LAVINON

LES PETITS BARRAGES PASTORAUX À L'ÉPREUVE DE LA GESTION PAYSANNE: CAS DU DÉPARTEMENT DE Ferkéssédougou	185
---	------------

YOMAN N'goh Koffi Michael, KOUAME Dhédé Paul Eric

PROLIFÉRATION DES CYBER-CAFÉS À BOUAKÉ : UNE ANALYSE DE
L'INTÉGRATION DES POPULATIONS À LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

LOUKOU ALAIN FRANÇOIS

Maître-Assistant

Université Alassane Ouattara Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : alain_loukou@hotmail.com

ADOU BOSSON CAMILLE

Doctorant

Université Alassane Ouattara Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : adoubc@gmail.com

Résumé

Dans les villes africaines les outils numériques classiques (radio, télévision) sont fortement utilisés par les populations alors que l'accès aux outils numériques modernes (ordinateur et Internet) reste problématique. Face au manque d'outils numériques modernes, les cyber-cafés s'érigent en des « *espaces de premier contact* » pour une certaine frange de la population à Bouaké. La présente étude vise à analyser l'apport des cyber-cafés dans la construction de la société de l'information. Pour la réalisation de cette étude, notre méthodologie s'est principalement axée sur la littérature grise et sur des enquêtes de terrain. Les résultats de l'étude montrent une inégale distribution géographique des cyber-cafés dans la ville de Bouaké et une multitude de services offerts à la population locale dans le processus d'intégration dans la société de l'information. Par ailleurs, pour des raisons de nature diverse, les motifs de fréquentation des cyber-cafés sont variables.

Mots clés : Cyber-café, accès aux outils, usage des outils, société de l'information, diffusion, Bouaké.

Abstract

In the african cities the classic numeric tools (radio, television) are used strongly by the populations whereas the access to the modern numeric tools (computer and Internet) remains problematic. Facing the lack of modern numeric tools, cyber-coffees erect itself in « *spaces of first contact* » for a certain fringe of the population in Bouaké. The present survey aims to analyze the contribution of cyber-coffees in the construction of the society of information. For the realization of this survey, our methodology centered itself mainly on the gray literature and on investigations of land. The results of the survey show an unequal geographical distribution of cyber-coffees in the city of Bouaké and the multitude of services offered the local population in the process of integration in the society of information. Otherwise, for reasons of various nature, the motives of company of cyber-coffees are variable.

Key words: Cyber-coffee, access to the tools, use of the tools, society of information, diffusion, Bouaké.

Introduction

Les années 1980 se sont caractérisées par la généralisation de l'ordinateur qui a modifié les modes d'organisation, de production et de gestion des activités économiques. Au cours des années 1990, nous avons assisté à l'introduction des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la vie privée des ménages. Cependant, cette intrusion des TIC composée des TIC traditionnelles et des TIC modernes dans la vie économique et sociale, suivant le « rapport MacBride 1980 », n'a pas été égale à l'échelle des différents pays du monde ou au sein même d'un pays (KHELIFI ; 2010). Longtemps prisées par les populations pour leur caractère ludique, les TIC sont devenus aujourd'hui des outils incontournables dans tous les secteurs de l'activité humaine. Cet engouement technologique prégnant pousse les uns et les autres à parler de société de l'information et d'économie numérique. De ce point de vue, les TIC étant la référence de la société de l'information, sont devenues le nœud central autour duquel s'organise la société. Dans cette logique ALZOUMA (2008) montre que la solution à tous les problèmes de développement qui minent l'Afrique pourrait passer par l'écran d'un ordinateur. Néanmoins, pendant que les écrans d'ordinateurs brillent d'un éclat prometteur pour une poignée d'individus, la lumière au bout du tunnel faiblit pour la multitude (FEENEBERG ; 2014). Ce constat traduit les difficultés nouvelles que soulèvent l'avènement de la société de l'information en termes d'accès et d'usage des outils. Aujourd'hui bien que l'accent soit mis sur le « miracle de la révolution des technologies mobiles » du fait de leur forte diffusion, l'accès et l'usage optimal de ces outils pour une population en proie à des difficultés financières, géographiques et sociales remettent en cause cette « promesse faite par le mobile ». Partant de ces constats, une inquiétude se pose pour les populations quant à leur véritable intégration dans la sphère de la société de l'information. Pour résoudre ce problème, des espaces de convergence et d'échange s'enracinent dans le paysage de Bouaké. Il s'agit des cyber-cafés. L'existence des cyber-cafés dans l'espace géographique constitue une importante alternative car selon CHENEAU-LOQUAY (2010) le cyber-café reste le lieu privilégié d'accès à Internet et l'espace susceptible de permettre aux populations d'avoir un contact avec l'ordinateur.

Ainsi, la question fondamentale qui se dégage est : comment les cyber-cafés constituent-ils des opportunités d'intégration dans la société de l'information pour la population de Bouaké? Partant de cette préoccupation, notre étude s'évertuera à faire dans un premier temps l'examen de la distribution spatiale des cyber-cafés dans la ville de Bouaké ; ensuite analyser les différents services disponibles dans les cyber-cafés et enfin évaluer le niveau de fréquentation de ces points d'accès collectif par la population de Bouaké.

Données et méthode de recherche

Les données de l'étude

Dans le cadre de cette étude, les données que nous avons utilisées portent d'abord sur les données socio-démographiques de la ville de Bouaké dont la source est l'Institut National de la Statistique (INS) de Côte d'Ivoire. Aussi avons-nous bénéficié dans cette structure (INS) d'un support cartographique de la ville de Bouaké. En l'absence de base de données relative aux cyber-cafés de la ville, nous nous sommes appuyés sur les informations téléchargées sur le site de l'Autorité de Régulation des Télécommunications en Côte d'Ivoire (www.artci.ci téléchargé le 13 Juillet 2016). Cet organe s'est assignée comme mission la certification des

cyber-cafés et sortir la Côte d'Ivoire de la spirale négative dans laquelle elle se trouve avec le qualificatif de capitale de la cybercriminalité. Enfin, la dernière catégorie d'information porte sur les résultats de nos enquêtes de terrain.

Méthodes

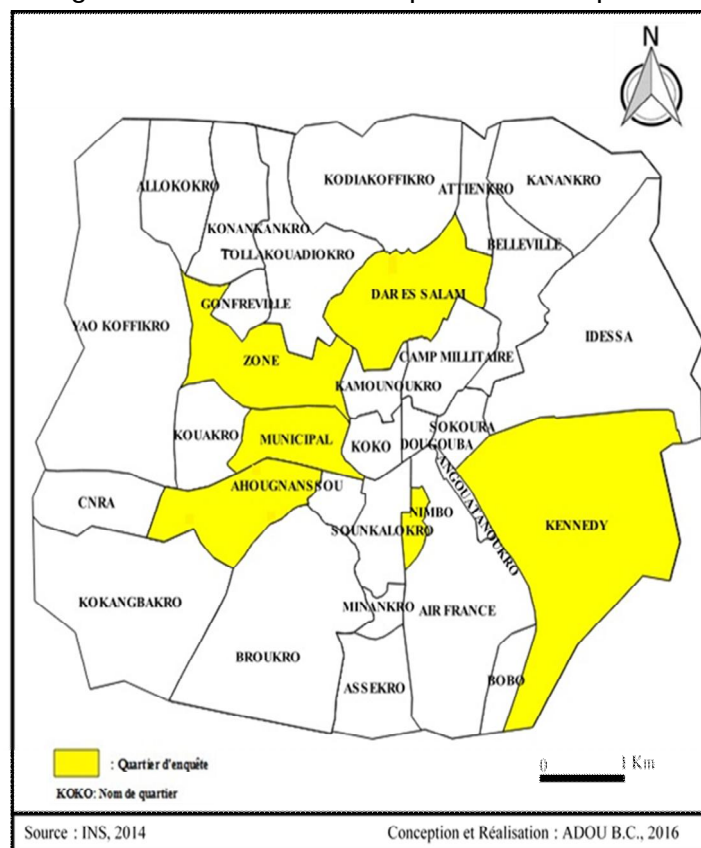
Les techniques mobilisées pour collecter les informations nécessaires à la réalisation de cette étude s'appuient exclusivement sur l'observation empirique et les enquêtes de terrain.

La collecte des données sur le terrain a concerné l'administration d'un questionnaire visant à déterminer d'une part les motivations des populations à fréquenter les cyber-cafés et d'autre part le statut des différents cybernautes. Cet exercice a porté uniquement sur les cybernautes issus des différents lieux de convergence que nous avons ciblés dans le cadre de cette étude.

Par ailleurs, l'exploitation de la base de données issue de l'Autorité de Régulation des Télécommunications en Côte d'Ivoire révèle que le nombre total de cyber-cafés dans la ville est de 69. Ainsi, pour la détermination de la taille de notre échantillonnage, nous avons choisi un échantillon aléatoire d'un quart (1/4) par rapport à l'effectif total de cyber-cafés, ce qui a donné 18 comme le nombre de cyber-cafés à enquêter. Les données sociodémographiques et cartographiques recueillies auprès de l'INS nous ont permis d'orienter nos enquêtes dans des espaces spécifiques. Ainsi, les quartiers retenus pour cette étude sont : Zone, Dar Es Salam, Municipal, Nimbo, Kennedy et Ahougnansou. La figure 1 montre la localisation de nos quartiers d'enquête. Les raisons fondamentales qui ont milité au choix de ces quartiers sont respectivement la taille de la population, le type d'habitat et la situation géographique. Une répartition équitable de notre échantillon (18 cyber-cafés) à l'échelle de nos quartiers d'enquête (06) a permis d'enquêter respectivement trois (3) cyber-cafés dans chaque quartier d'enquête. Le groupe cible dans le cadre de cette étude se compose essentiellement de (05) cybernautes et de dix (10) ménages dans chaque quartier d'enquête. Sur cette base, le nombre total de personnes enquêtées dans cette étude s'élève à 150 dans l'ensemble.

Le traitement des informations recueillies a permis d'appréhender les différents points de vue des populations sur l'apport des cyber-cafés et de faciliter la lecture des données à travers une analyse documentaire et des figures.

Figure 1 : Localisation des quartiers d'enquêtes



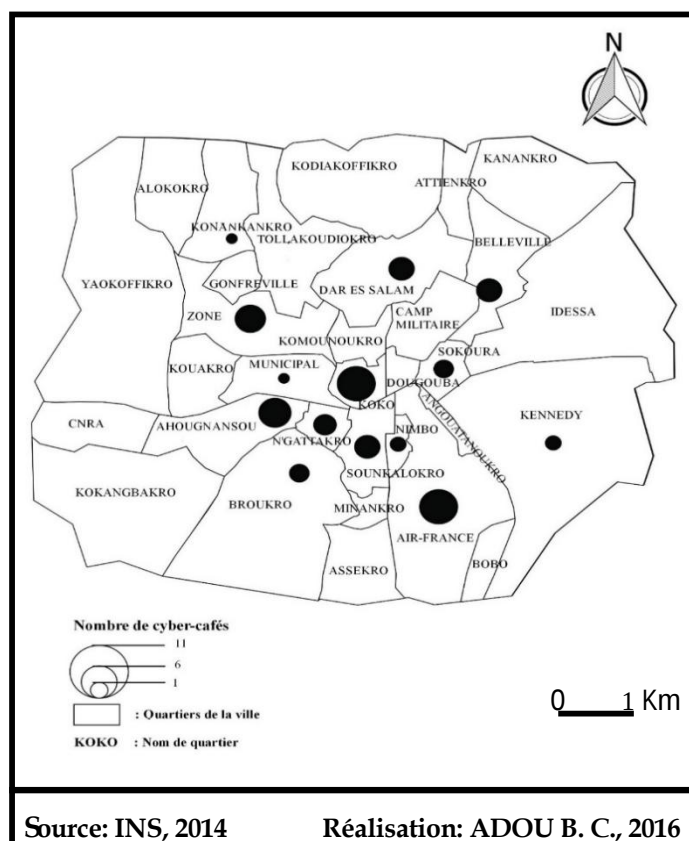
Résultats

1. Bouaké, une ville intégrée dans la société de l'information

1.1 Une importante distribution de cyber-cafés dans la ville de Bouaké

Dans les pays en voie de développement, l'intégration à la société de l'information des populations est fonction d'un ensemble d'initiatives locales observables à travers le processus de diffusion des outils numériques, des technologies, des Espaces Publics Numérique (EPN), des cyber-cafés, etc. L'expression matérielle de cette situation à Bouaké se traduit par l'existence des points de convergence (cyber-cafés) dans bon nombre de quartiers de la ville. La figure 2 en est l'illustration à travers la répartition spatiale de ces points d'accès publics.

Figure 2 : Distribution des cyber-cafés dans la ville de Bouaké en 2016



1.2 Un contraste de distribution des cyber-cafés dans la ville de Bouaké

Il est généralement admis que la diffusion des innovations s'opère de façon différenciée dans l'espace géographique et la distribution des cyber-cafés à Bouaké se calque sur ce modèle. En effet, en s'appuyant sur la figure 2, on observe que les quartiers Koko et Air-France ont une forte concentration de cyber-cafés tandis que la majorité des quartiers périphériques en sont faiblement dotés voire aucunement dotés. L'absence de cyber-cafés dans certains quartiers tels que Kokangbakro est liée à la faiblesse de la politique d'alimentation électrique. Cela est exprimé par la photo 1.

Photo 1 : Mode de fourniture anarchique en électricité au quartier Kokangbakro



Prise de vue: ADOU B. C., 2016

Aujourd'hui, une vulgarisation conséquente des outils TIC exige un plan Marshall de l'électrification du continent africain d'une façon générale (JÉZÉGABEL, 2015). On entend par plan Marshall de l'électrification, une assistance de tous les territoires et des zones non électrifiées. Autrement dit cette politique vise à sortir l'Afrique toute entière de la pénombre dans laquelle elle se trouve actuellement car selon JÉZÉGABEL (2015), 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, soit les deux tiers de la population totale.

Cette situation est confortée par l'analyse de l'UNESCO (2015) selon laquelle les appareils mobiles fonctionnant sur batterie et pouvant être rechargés à l'extérieur (par exemple les téléphones portables et notamment les Smartphones) ont le potentiel d'accroître les possibilités d'apprentissage, mais la plupart des outils tels que les télévisions, les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables, les tablettes et l'Internet nécessitent une source d'énergie plus stable. Cette observation est la preuve que ces deux technologies (Internet et ordinateur) complémentaires nécessitent des infrastructures et des équipements conséquents pour leur fonctionnement (DIAGNE et LY ; 2009).

Le parallèle fait entre densité de population par quartier et densité de cyber-cafés montre un étroit rapport entre ces deux variables. En s'appuyant sur nos différents quartiers d'enquêtes, le tableau 1 montre un écart de distribution de cyber-cafés entre ceux-ci.

Tableau 1 : Répartition de la population et de cyber-café dans nos quartiers d'enquêtes.

Quartiers	Effectif de population	Nombre de cyber-cafés	Ratio
Ahounansou	21045	08	2631
Dar-Es-Salam	96968	05	19394
Kennedy	5000	02	2500
Municipal	5420	01	5420
Nimbo	9062	02	4531
Zone	50787	07	7255
TOTAL	188282	25	7531

Source : RGPH, 2014 / ARTCI, 2016

Théoriquement, l'examen du tableau 1 révèle que l'exploitation moyenne d'un (1) cyber-café dans l'espace géographique considéré dans cette étude échoit à 7531 individus. Mais, avec des niveaux de diffusion distincts de cyber-cafés par quartier, le ratio change d'un quartier à un autre. En fait, le quartier Dar-Es-Salam qui enregistre la plus forte densité de population de la ville, a le ratio le plus élevé avec 19394. À l'opposé, le quartier Kennedy avec une faible densité de population comparativement à l'ensemble des quartiers d'enquête, a le moins important ratio c'est-à-dire 2500. Ce concours de circonstances montre alors que la diffusion des activités liées aux TIC est fonction de la taille de la population. Par ailleurs, l'importance des ratios part de l'hypothèse que toutes les catégories d'individus (enfants, jeunes et vieillards) ont été intégrées dans la détermination de l'effectif de la population. Globalement, l'analyse des différents ratios montre un faible niveau de diffusion des cyber-cafés dans la ville. Les raisons fondamentales qui justifient ce faible niveau de diffusion des cyber-cafés sont multiples. Elles partent de l'émergence des outils mobiles aux caractéristiques

intrinsèques des quartiers et de leurs populations composantes. En effet, les quartiers tels que Zone et Ahougnansou concentrent les plus grands nombres de cyber-cafés parce qu'ils abritent une forte population estudiantine. En outre, avec les exigences du nouveau système universitaire (Licence Master Doctorat), la communauté d'utilisateurs d'Internet s'agrandit avec les étudiants. Quant aux quartiers Kennedy et Municipal (quartiers d'habitat de haut-standing), la « pauvreté » en cyber-cafés se justifie par le fait qu'ils sont habités par une population à la surface financière relativement confortable. Sur cette base cette population est plus tournée vers l'achat de clés Internet ou de téléphones évolués permettant un usage permanent d'Internet plutôt que d'aller dans un cyber-café. En ce qui concerne le quartier Dar-Es-Salam quoiqu'ayant la plus forte population de la ville de Bouaké, il est le moins nanti en cyber-cafés. La principale raison susceptible d'expliquer cette faible implantation des cyber-cafés dans ce quartier est l'analphabétisme de sa population. Pour ce qui est du quartier Nimbo, le faible nombre de cyber-cafés (02) s'explique par sa petite surface (96 ha selon le RGPH, 2014). En effet pour TOYO (2007), le facteur surface est dans une certaine mesure un élément déterminant dans l'implantation des cyber-cafés.

2. Les cyber-cafés : des déterminants de la société de l'information

Dans les pays en voie de développement, la difficulté d'accès aux technologies modernes (Internet et l'ordinateur) donne une fonction non moins négligeable aux cyber-cafés.

2.1 Les cyber-cafés, canaux de diffusion de l'Internet

Les cyber-cafés constituent aujourd'hui, l'un des vecteurs de diffusion de l'Internet à Bouaké. Ils restent le lieu privilégié d'accès à Internet étant donné le faible niveau de vie moyen de la population. À ce titre, les enquêtes effectuées en Afrique montrent que l'ordinateur personnel est rare et l'abonnement à domicile négligeable (CHÉNEAU-LOQUAY, 2010). Dans un contexte de société de l'information marquée par une consommation élevée de l'information, la disponibilité de cette ressource (information) est capitale. Alors, l'existence de cyber-café permet aux populations de la ville de Bouaké d'utiliser l'Internet et de s'insérer dans la sphère de la société de l'information car ces lieux de convergence permettent de fournir des informations (Recherches, consultation de mail, etc). Par ailleurs, l'intérêt accordé aux cyber-cafés par les populations est inhérent au poids des réseaux sociaux notamment Facebook dans les pratiques quotidiennes. En effet, il n'est pas rare de voir une cohabitation entre analphabète et alphabète numérique dans un cyber-café. Muni de sa tablette, l'anumérique sollicite le gérant pour qu'il puisse établir une connexion à l'internet sur son téléphone afin qu'il soit à mesure de « naviguer » aisément. En fait il faut préciser que l'expression anumérique désigne l'ensemble des individus qui ne savent pas faire usages des terminaux numériques de base soit parce qu'ils sont analphabètes, soit parce qu'ils sont réfractaires aux technologies numériques alors qu'ils savent lire et écrire (LOUKOU ; 2012). Autrement il se fait accompagner par une connaissance qui s'y connaît en informatique pour faciliter les actions qu'il envisage faire dans cet espace.

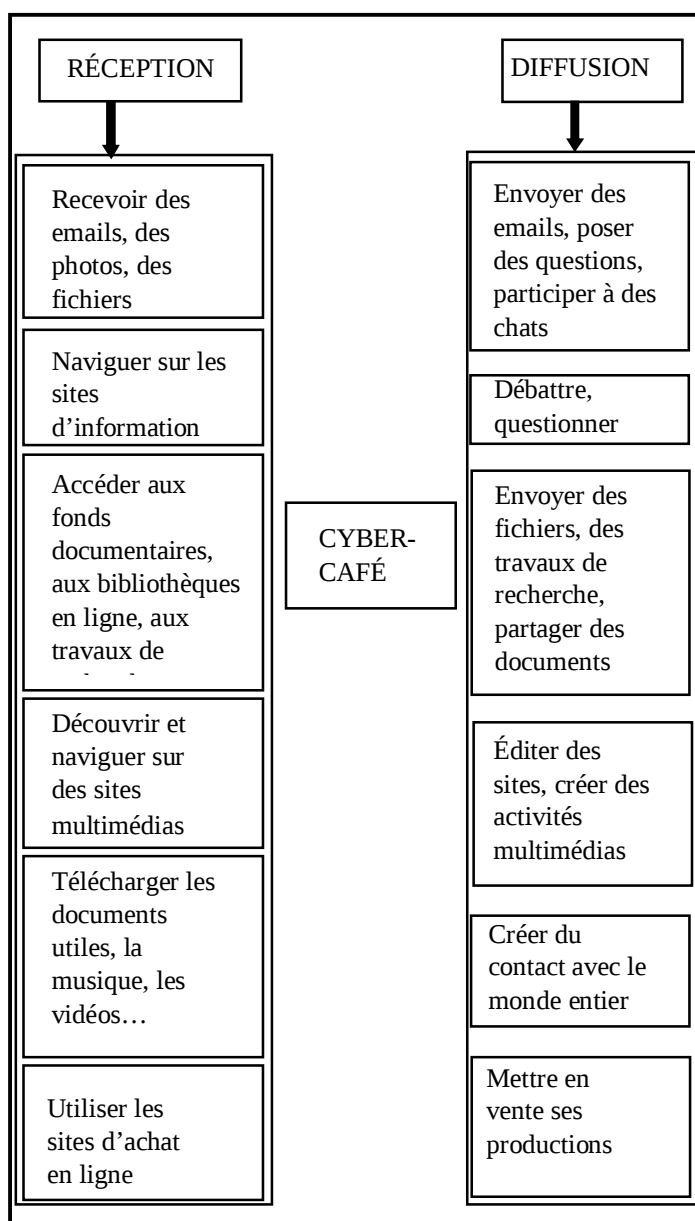
En raison de leur diffusion relativement importante à Bouaké, les cyber-cafés rendent un énorme service de proximité aux différentes populations. À ce titre SARR (2009) relève que l'accessibilité de l'Internet est restée pendant longtemps le privilège des populations aisées ;

maintenant avec le développement des cyber-cafés, les choses sont devenues différentes, beaucoup de gens y ont accès et à moindre coût.

La conjugaison de ces différentes situations montre que les cyber-cafés jouent un rôle éminemment important à Bouaké en raison des multiples services rendus notamment dans la fourniture de l'information. Par ailleurs, en se focalisant sur l'argument de TOYO (2007) selon lequel l'Internet est la matière de base d'un cyber-café, les différentes actions pouvant être menées dans cet espace peuvent se résumer en la réception et à la diffusion de l'information comme le montre la figure 3. En l'absence de terminaux (ordinateurs portables, bureautiques, téléphones portables sophistiqués) dans certains ménages, la dotation préalable des cyber-cafés en matériels (connexion Internet, ordinateur bureautique, etc) permet aux populations d'exécuter certaines tâches qui exigent des connaissances informatiques.

En définitive, les services proposés par les cyber-cafés sont multiples et s'apparentent aux services sociaux. Ces services prennent en compte divers domaines entre autres la maintenance informatique, la vente d'accessoires et la formation.

Figure 3 : Utilisation de l'Internet dans un cyber-café



Source : ADOU, 2015

2.2 Les cyber-cafés : des espaces au service de l'éducation numérique

À l'échelle mondiale, l'utilisation de l'ordinateur se généralise dans les habitudes quotidiennes des populations. Bien que d'un point de vue théorique son utilisation semble universelle, la pratique soulève des inquiétudes car le niveau de maîtrise du terminal vedette des autoroutes de l'information qu'est l'ordinateur reste problématique pour un grand nombre de population. Dans ces conditions, les cyber-cafés se positionnent comme des alternatives pour les populations de se familiariser à l'ordinateur et à l'Internet. En effet, à travers des séances de formation initiées dans certains cyber-cafés moyennant rétribution, ces lieux ont tendance à s'ériger en des « espaces de premiers contacts » aux outils numériques à savoir l'ordinateur et l'Internet pour de nombreuses personnes. Les formations initiées dans ce cadre portent généralement sur les logiciels de base que sont Word et Excel. Toutefois, nos enquêtes de terrain révèlent que pour l'alphabétisation informatique, le coût de chaque module de formation (Word ou Excel) est respectivement de 5000 FCFA sur une période de deux semaines. De cette manière, ces espaces permettent de relever le défi de la formation au numérique en s'appuyant sur le développement d'une offre de formation adaptée aux réalités locales. Toutefois, malgré cette bonne initiative, l'intégration à la société de l'information épouse une logique discriminatoire car elle impose des choix financiers conséquents aux populations.

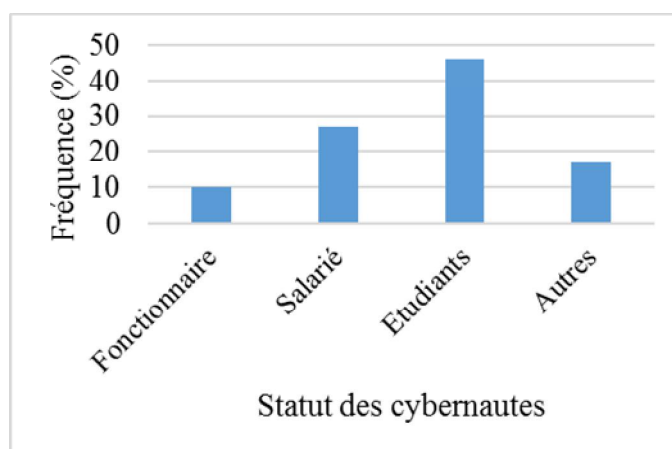
3. La fréquentation des cyber-cafés à Bouaké, entre optimisme et pessimisme

Les rythmes de fréquentation des cyber-cafés sont variables et dépendent d'un ensemble de facteurs.

3.1 Les cyber-cafés, des espaces de plus en plus fréquentés par la population estudiantine

Les cyber-cafés drainent une masse importante de cybernautes dans la ville de Bouaké. Les différentes enquêtes menées dans le cadre de cette étude révèlent une variété du statut social des cybernautes. La figure 4 donne la fréquence des cybernautes selon leur profil social.

Figure 4 : Profil des cybernautes à Bouaké en 2015



Source : Nos enquêtes, Juin 2015

L'engouement relatif à la fréquentation d'un cyber-café est le fruit d'un certain nombre de commodités qu'offre ce point de convergence. D'abord d'un point de vue financier, les coûts de connexion horaire en ces lieux varient entre 100 francs et 300 francs CFA. Avec un taux de pauvreté relativement élevé en Côte d'Ivoire soit 46,8% selon l'INS (2015), les cyber-cafés permettent un accès facilité à la population locale des outils numériques modernes pourtant réputés chers pour certains ménages.

La fréquentation des cyber-cafés par des « jeunes diplômés » s'inscrit dans une perspective d'avenir car ces derniers ont la possibilité de trouver des informations relatives aux études et à l'emploi en ces lieux (ALZOUOMA ; 2008). Cela se justifie par l'importance du nombre d'étudiants (46%) dans les cyber-cafés.

En outre l'existence des cyber-cafés dans la plupart des quartiers de la ville fait que d'un point de vue géographique, ils rendent un énorme service de proximité car ils facilitent l'accès à l'Internet et donc à l'information qui est un agrégat fondamental de la société de l'information pour un grand nombre de la population. À l'issue de nos différentes investigations, il ressort que 90% de la population locale accorde un grand intérêt aux cyber-cafés. Ce fort pourcentage (90%) se justifie en retraçant l'histoire individuelle de l'appropriation de l'ordinateur et de l'Internet. En fait, bien que la diffusion accélérée des outils mobiles (ordinateur portable et clés Internet précisément) soit incontestable dans la société contemporaine, l'histoire individuelle de l'appropriation de l'ordinateur et de l'Internet révèle que les cyber-cafés ont servi et/ou servent de phase d'initiation à l'usage des outils modernes à un grand nombre d'individus à Bouaké.

3.2 Les cyber-cafés, des espaces enclins de pessimisme

Bien que les cyber-cafés rendent d'énormes services à la population, des barrières d'ordre socio-culturel, géographique et économique limitent dans une certaine mesure leur fréquentation. En effet, certaines personnes collent une image péjorative à ces espaces de convergence. Cela soulève la question de la représentation cognitive traduite par les propos recueillis auprès d'une éducatrice de lycée : « *Je ne peux vraiment pas partager un même espace (cyber-café) avec mes élèves quelle que soit l'urgence...* ». En dehors de la question de représentation, l'Internet soulève des craintes dans certaines familles car il reste un moyen de consommation culturelle. En effet, comme le souligne CASTELLS (2001), la constitution de communautés virtuelles essentiellement fondées sur la communication en ligne entraîne une séparation entre le local et le convivial dans la formation du lien social. Ainsi, l'Internet répand l'isolement social, rompt la communication et détruit la vie de famille. À côté de cet aspect socio-culturel, les facteurs géographiques portent un coup au niveau de fréquentation des cyber-cafés. En fait, la distance qui sépare le lieu d'implantation du cyber-café et celui d'habitation de certaine population détermine les taux de fréquentation de ces lieux de convergence en ce sens qu'à proximité de ces lieux la population y accorde un grand intérêt et plus on s'éloigne, moins la motivation de la population est grande. Ainsi, en prenant la position géographique d'un cyber-café comme référence, elle met en évidence un gradient directionnel négatif dans la mesure où le niveau d'attraction du cyber-café par la population varie en tenant compte de la direction et de la proximité. La présence de bornes Wi-Fi qui peuvent-être assimilées à des Espaces Publics Numériques (EPN) dans certains quartiers freinent la population dans sa volonté de fréquenter des cyber-cafés.

Au niveau économique, l'explosion des outils mobiles et la surface financière relativement bonne des populations issues des quartiers huppés tels que Municipal et Kennedy font que la tendance d'utilisation de l'Internet est plus tournée vers l'usage des clés Internet c'est-à-dire du mobile.

En définitive, bien que l'ordinateur et l'Internet présentent un caractère pratique ou utilitaire leur usage n'est pas indépendant des conditions socio-économiques de la population.

4. Discussion

4.1 Les limites méthodologiques

D'un point de vue méthodologique, la principale inquiétude provient de la fiabilité des chiffres relatifs au nombre total de cyber-cafés dans la ville de Bouaké. Empiriquement, l'évaluation quantitative et la distribution spatiale des cyber-cafés montrent l'existence de faiblesses de notre étude. En effet, l'analyse de la base de données téléchargée sur le site de l'ARTCI nous met en face d'une double problématique. D'un côté, tous les cyber-cafés ne figurent pas systématiquement dans cette base de données. Ce constat pourrait se traduire par l'approche dynamique de l'activité liée aux cyber-cafés dans la ville de Bouaké puisque la diffusion continue de ces points d'accès collectifs à l'Internet à Bouaké impose une actualisation permanente de la base de données. À l'opposé, certains cyber-cafés non fonctionnels figurent encore dans cette base de données. Ainsi, la combinaison de ces deux paramètres traduit les limites cartographiques que soulève notre étude.

Traditionnellement, l'implantation des activités liées aux TIC (cabines téléphoniques, points mobile-money et cyber-cafés) est fonction du poids démographique de la localité, du secteur ou du quartier. Mais la densité de population ne signifie pas stricto sensu un déploiement optimal des points d'accès collectifs à l'Internet, car à Bouaké, le quartier Dar Es Salam qui est le plus peuplé, n'enregistre pas le plus grand nombre de cyber-cafés. Ce constat suppose la prise en compte du paramètre financier.

Comme autre limite des résultats de l'étude, il importe de souligner que la connexion à l'Internet ne dépend pas exclusivement des cyber-cafés.

4.2 L'alternative de connexion à l'Internet à partir du téléphone mobile

Le développement des TIC a permis d'élargir l'offre de services. Certes les points de convergence que sont les cyber-cafés essaient dans les grandes agglomérations et constituent une véritable opportunité de rattrapage pour les anuériques car ils offrent plusieurs services à la clientèle à savoir : navigation Internet, apprentissage informatique, création de sites, etc, (DAHMANI et LEDJOU ; 2012). Mais de plus en plus, le téléphone mobile se positionne comme un canal incontournable d'accès à l'Internet. Aujourd'hui, l'avènement des outils mobiles a élargi les moyens de diffusion de l'information et donc multiplié les chances d'intégrer la société de l'information. Cette observation pousse le magazine FORBES AFRIQUE (2015) à écrire que le mobile est venu combler le fossé de la communication et de l'échange de données en Afrique. Il est le premier moyen utilisé pour se connecter à Internet devant les ordinateurs et les autres moyens conventionnels. En plus des avantages classiques (facile à utiliser, consomme peu d'électricité, moins cher qu'un ordinateur, etc.), le téléphone mobile a énormément contribué à développer et à réduire le coût de la communication avec les applications (Viber, whatsapp, tango, snapchat, etc.) et les

réseaux sociaux (facebook, twitter, etc.) qui suscitent un engouement particulier tant pour les entreprises que pour les particuliers. S'inscrivant dans la même logique DIAGNE et LY (2009) soulignent que la téléphonie mobile peut constituer la porte d'accès à la société de l'information pour les ménages aux ressources les plus faibles et pour les régions les moins développées. Partant de cette analyse, si l'accès à l'Internet est un facteur d'intégration à la société de l'information, le téléphone mobile assure évidemment cette fonction. Toutefois, en considérant l'accès et l'usage de l'ordinateur comme un autre facteur déterminant de l'intégration à la société de l'information, de véritables problèmes se posent. D'abord, le coût de l'ordinateur n'est pas à la portée de milliers d'individus quand bien même l'État ivoirien entend favoriser un large accès de l'ordinateur à travers les initiatives comme « *Un citoyen, un ordinateur, une connexion* » ou « *Un étudiant, un ordinateur* ». Au-delà de cette volonté de faire de l'accès de l'ordinateur un service universel au plan local (Côte d'Ivoire), il convient de souligner que l'accès ne justifie pas systématiquement l'usage. En effet, l'usage de l'ordinateur est influencé par un ensemble de variables sociodémographiques (statut socio-économique, niveau d'éducation, âge, sexe, etc.).

Conclusion

Dans le monde en général, le principal terminal utilisé pour accéder au réseau Internet est l'ordinateur car il offre une meilleure ergonomie, rapidité et efficacité que les téléphones portables. Mais le coût d'un ordinateur se révélant généralement inaccessible pour la grande majorité des utilisateurs africains, l'usage collectif des ordinateurs est davantage observé à travers les cyber-cafés. Les cyber-cafés se transforment alors en des « espaces de premiers contacts » car ils permettent à un grand nombre de la population de se familiariser à l'ordinateur et à l'Internet qui constituent aujourd'hui les outils numériques modernes et des piliers de la société de l'information. La tendance étant tournée vers une consommation massive de l'information, ces espaces de convergence jouent un rôle très important dans la ville de Bouaké car ils permettent aux différentes populations d'avoir accès à l'information. Toutefois, les résultats de nos enquêtes révèlent que de nombreuses barrières empêchent l'intégration rapide à la société de l'information. Partant de l'analyse du magazine FORBES AFRIQUE (2015) suivant laquelle « *l'Afrique est considérée comme la terre promise des télécoms* » ce continent a donc pour obligation de trouver des solutions aux problèmes qui freinent son accès et sa contribution à l'information, à la connaissance et aux réseaux. Aujourd'hui une solution semble être trouvée notamment avec le téléphone portable. Le mobile est venu réduire l'écart de communication, favoriser les échanges de données et faciliter les transactions en Afrique. Il s'est imposé comme le premier moyen d'accès au réseau télécom et Internet sur le continent devant même l'ordinateur. En effet il présente plusieurs avantages : facile d'utilisation ; prix comparativement plus abordable que l'ordinateur ; formule du prépayé ; ne nécessitant pas beaucoup d'énergie électrique. Malgré ce caractère pratique du téléphone mobile, la fréquence de zones grises de communication électronique en Côte d'Ivoire reste une problématique majeure. Ainsi, le développement rapide des TIC est certes le témoin d'un véritable changement d'époque : celle de la société de l'information. Mais la route n'est pas tracée d'avance car l'euphorie de la société de l'information laisse un peu plus de place aux interrogations dubitatives (LOUM ; 2014).

BIBLIOGRAPHIE

ALZOUMA G. (2008), « Téléphone mobile, Internet et développement : l'Afrique dans la société de l'information ? », in *tic&société* Vol.2, n°2, Association ARTIC, Paris, pp. 36-58.

INS, (2015), *Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV, 2015)*, Abidjan, pp.1-22.

CASTELLS M. (2001), *La galaxie Internet*, Traduit en Français par CHEMLA Paul en 2002, Fayard, Paris, 365 p.

CHÉNEAU-LOQUAY A. (2010), « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC », in *Afrique contemporaine* 2010/2 (n° 234), De boeck supérieur, Louvain-la-neuve, pp. 93-112.

DAHMANI A. et LEDJOU J-M. (2012), « Le développement des télécommunications dans les Suds. Retour sur une décennie de diffusion des TIC en Afrique de l'Ouest et au Maghreb », in *tic&société*, Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012, Association ARTIC, Paris, pp. 89-103.

FEENBERG A. (2014), « Vers une théorie critique de l'Internet », in *Tic&société* Vol. 8, n°1-2, Association ARTIC, Paris, pp. 31-56.

FORBES AFRIQUE (2015), « La révolution mobile et numérique en Afrique : le saut qualitatif pour fournir les biens et services », 45 p. [http://forumforbesafrique.com /blog/ sessions/ presentation-de-letude/](http://forumforbesafrique.com/blog/sessions/presentation-de-letude/), Document consulté le 24 Octobre 2016.

JEZEGABEL M. (2015), « L'électricité pour tous » in *Forbes Afrique*, Vol 4, N°23, pp.7-8.

KHELIFI O. (2010), « Fracture numérique et niveau de développement économique », Colloque international innovation et développement dans les pays méditerranéens. [nzaher710.free.fr /informatique.pdf](http://nzaher710.free.fr/informatique.pdf), document consulté le 14 décembre 2014.

LOUM N. (2014), « Paradigme de l'interdisciplinarité, communication et développement international », in *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, n°4, SFSIC, Paris, URL : <http://rfsic.revues.org/961>.

LOUKOU A.F. (2012), « La diffusion de l'Internet en Côte d'Ivoire. Obstacles et implications », in *Netcom*, Vol 26, n°3-4, Association Netcom, Havre, pp. 307-328.

SARR B. (2009), *Approche géographique des cyber-cafés dans la commune d'arrondissement de golf sud à GUÉDIAWAYE*, Mémoire de maîtrise en géographie, Université CHEIKH Anta Diop, Sénégal, 110 p.

TOYO K. (2007), *Le marché des cyber-cafés à Lomé*, Mémoire de maîtrise en géographie, (Option Commerce), Université de Lomé, Togo, 139 p.

UNESCO, (2015), « Technologies de l'information et de la communication (tic) en éducation en Afrique subsaharienne, analyse comparative du développement numérique dans les écoles », in *bulletin d'information de l'ISU*, n° 25, 34p.

DIAGNE A. et LY M. A. (2009), « L'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les ménages africains au sud du Sahara : analyse comparative à partir des micros données », Globelics 2009, 7^{ème} Conférence Internationale, Dakar, Sénégal, pp. 1-33.